

La Swiss-South African Association (1956-2000). Un organe du capital helvétique en Afrique du Sud [David Gygax]

Autor(en): **Bott, Sandra**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **53 (2003)**

Heft 1

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

streben und den Verteidigungsbemühungen der NATO schaffte etwas Klarheit.

Die veränderte Bedrohungslage nach Ausbruch des Koreakrieges führte zu erneuter Grundsatzdiskussion. Es wurde festgestellt, dass zwischen der rhetorischen und der faktischen Neutralitätspolitik ansehnliche Lücken klafften. Das Rüstungsbudget wurde entsprechend erhöht und die Neutralität betont, doch suchte man eine Solidarisierung mit dem übrigen Europa, da das Vorgehen der UdSSR als kommunistische Expansion in Richtung Weltherrschaft wahrgenommen wurde. Petitpierre versuchte seine als «Neutralität und Solidarität» deklarierte Politik auch gegen Anfechtungen weiterzuführen. Nachdem sich die Lage im Fernen Osten wieder beruhigt hatte, beschloss der Bundesrat einstimmig an der bisherigen Maxime «Neutralität und Solidarität» festzuhalten. Dass bei der Interpretation der beiden Begriffe ein grosses Spannungsfeld herrschte, nahm man in Kauf. Als kleiner Staat, der die Weltpolitik fast nicht zu beeinflussen vermag, habe man Anrecht auf diese Sonderstellung. Auch Bundesrat Petitpierre erklärte sich mit dieser Art Neutralität einverstanden und unternahm keine weiteren Vorstösse zu einer Neudefinition.

Da für diese Studie neben den Nachlässen auch erstmals die Verhandlungsprotokolle des Bundesrates verfügbar waren, darf ihr ohne weiteres grundlegender Charakter beigemessen werden. Korrekturen könnten insofern erfolgen, als bei der Verfassung einer politischen Biographie Petitpierres noch persönliche Aspekte auftauchen könnten, die nicht berücksichtigt worden sind oder eine andere Bewertung erfahren.

Walter Troxler, Inwil

David Gygax: La Swiss-South African Association (1956–2000). Un organe du capital helvétique en Afrique du Sud. Université de Fribourg, 2001, 330 p.

Dans son étude, David Gygax a choisi d'analyser les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud par le biais d'une association privée et très discrète, la *Swiss-South African Association* (SSAA), qui a réuni, depuis sa création en 1956 jusqu'à aujourd'hui, des représentants influents des cercles financiers et industriels suisses dans la conquête du marché sud-africain. On retrouve à la présidence ou comme membres de ce cercle, des personnalités telles que Adolf Jann (directeur général de l'Union de Banques Suisses), Ernst Schmidheiny (président de Holderbank), Dieter Bührle (directeur général et propriétaire d'Oerlikon Bührle) ou encore Georg Sulzer (président de Gebrüder Sulzer AG).

Il s'agit pour l'auteur d'éclairer les divers motifs qui ont conduit les sociétés helvétiques à devenir membres de cette association et à y déléguer des personnalités haut placées, ainsi que de reconstituer, de manière certes partielle, les vastes réseaux tissés par la SSAA en Afrique du Sud.

Pour expliquer les fondements d'une telle organisation, l'historien revient sur les conditions politiques et sociales en vigueur en Afrique du Sud, qui font de ce pays un partenaire économique particulier. Depuis l'arrivée au pouvoir en 1948 du Parti National afrikaner, le pays vit sous le régime de l'apartheid: les blancs détiennent le pouvoir politique et économique, les non-blancs représentent une main-d'œuvre à bon marché à laquelle on refuse tout droit politique et pratiquement toute possibilité de s'organiser pour revendiquer et défendre ses propres besoins et aspirations. En parallèle à l'intégration de la discrimination raciale dans les lois, le Gouvernement nationaliste poursuit dès ses débuts une politique très libérale en ce qui concerne les importations de capitaux étrangers et offre un certain nom-

bre d'avantages et de garanties aux investisseurs internationaux, par exemple la possibilité de rapatrier librement le capital investi. Si ce système politique et économique garantit la protection des investissements helvétiques en Afrique du Sud, il représente un potentiel point de friction politique en Suisse et mérite donc une attention particulière. C'est pourquoi certains dirigeants d'importantes firmes helvétiques, intéressés par les possibilités de profit qu'offre le marché sud-africain au sortir de la Seconde Guerre mondiale, voient l'avantage de fonder une organisation qui permette non seulement d'intensifier les relations économiques entre les deux pays, mais également de défendre et protéger leurs intérêts (présents et à venir) en Afrique du Sud contre diverses attaques, et particulièrement celles que pourrait susciter la nature raciste du régime sud-africain.

Pour parer à ces éventuelles critiques à l'égard de la politique discriminatoire et raciale menée par le Gouvernement sud-africain, la SSAA va rapidement mettre en place ce que l'auteur qualifie d'un véritable travail de «propagande» visant à améliorer l'image du régime de l'apartheid auprès de la population suisse. Ce travail va pouvoir s'accomplir de manière efficace grâce notamment aux liens de l'association avec la presse helvétique par le biais d'un journaliste économique de la NZZ, Franz Ashinger, qui figure parmi les membres fondateurs. La SSAA organise par exemple des «voyages de presse» en Afrique du Sud, où journalistes et politiciens helvétiques sont particulièrement bien encadrés. Ils fournissent ainsi à leur retour des comptes-rendus qui soulignent le bienfait de la présence des entreprises étrangères en Afrique du Sud en présentant la croissance économique comme un pré-requis à l'amélioration du sort de la majorité noire du pays. Ce discours se retrouve dans le bulletin que l'association diffuse dès 1957 et va s'affiner au fil du temps et de l'intensification des attaques à l'égard du Gouvernement de ce pays.

La mise en exergue de ce travail de propagande amène David Gygax à réfuter les autoproclamations d'apolitisme et de neutralité de l'association. Il souligne le lien entre la défense par l'association des intérêts économiques suisses en Afrique du Sud et celle du système politique et économique sud-africain, qui permet précisément aux membres de cette association de réaliser des intérêts que David Gygax qualifie d'«extraordinairement conséquents», au moins jusqu'à la crise économique dans laquelle plonge l'Afrique du Sud dans les années 1980.

Par l'analyse d'un aspect spécifique des relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud, cette étude représente une contribution notable dans la compréhension large de l'histoire des relations entre ces deux pays en éclairant la collaboration significative des milieux dirigeants de l'économie et de la politique helvétiques avec le régime de l'apartheid. Les industriels et financiers suisses ont très concrètement tissé un vaste et discret réseau économique qui leur a permis de s'introduire dans les différents cercles dirigeants sud-africains. La mise sur pied de ces relations privilégiées a facilité l'accès au marché désiré et a eu une influence sur la politique économique sud-africaine à l'égard de la Suisse permettant aux membres de l'association de défendre au mieux leurs intérêts.

Sandra Bott, Lausanne

Heidi Witzig: Polenta und Paradeplatz. Regionales Alltagsleben im Wandel. Zürich, Chronos, 2000. 448 S., 60 Abb.

Heidi Witzig stellt mit ihrem jüngsten Buch, das sie selbst in einer Kombination von Regionalethnografie und Alltagsgeschichte ansiedelt, eine faszinierende Summe von Alltagsbeschreibungen vor. Sie fügt diese in regionale Bühnen ein, die